

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

92/10

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEVANT LE WORLD AFFAIRS COUNCIL

**LOS ANGELES (Californie)
Le 4 mars 1992**

Le rôle des valeurs

M. Vaclav Havel a fait remarquer que l'effondrement du communisme a mis fin non seulement aux XIX^e et XX^e siècles, mais à l'ère moderne dans son ensemble. Il qualifie la chute du communisme de victoire pour la vie, l'individualité humaine, le pluralisme, sur une confiance mal placée dans les systèmes et le plan social d'ensemble.

Notre avenir dépend non seulement de nos capacités, mais aussi de la justesse et de l'équité de nos instincts et de nos valeurs.

Selon M. Havel, la chute du communisme est un événement d'une importance majeure qui survient à un moment où nous savons tous que la civilisation est en danger.

Si je cite ces propos de M. Havel, c'est que d'aucuns croient que la fin de la guerre froide signifie que nous pouvons nous retirer du monde, comme si les événements qui surviennent dans les autres pays n'intéressaient que les gens qui y vivent. Nous le constatons dans la montée de l'intégrisme politique au Canada et, certainement, dans la course à la présidence ici aux États-unis.

La nécessité d'un effort mondial

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que la reprise économique mondiale ne peut être assurée qu'au moyen d'un effort mondial; qu'on ne peut mettre fin à la réduction de la couche d'ozone que si nous nous employons ensemble à combattre ce péril et que d'autres dangers nous menacent tous.

La menace du terrorisme nucléaire est-elle moins importante maintenant étant donné les changements politiques auxquels nous avons assisté depuis 1988? Le fait que le revenu par habitant en Afrique soit inférieur à ce qu'il était en 1960 doit-il préoccuper les nord-américains? Verrons-nous des réfugiés venant des régions affligées par la guerre et la pauvreté frapper à nos portes? Des chefs violents prendront-ils la tête des populations désespérées? Serons-nous confrontés à d'autres dangers?

Bien sûr, mais il existe également des occasions uniques que nos deux pays et les autres nations doivent saisir.

Avec la fin de la guerre froide, le monde a le choix entre différentes possibilités. Les deux scénarios extrêmes sont une fragmentation éventuellement catastrophique qui causerait rivalité et désordre, et l'exploitation sensée du potentiel humain.

La nécessité de collaborer

Selon l'un ou l'autre scénario, les pays et les continents seront interdépendants - nous seront tous entraînés par les vagues du désordre ou nous profiterons tous des avantages de la collaboration.

Comprenez-moi bien : je ne prétends pas qu'en collaborant, nous pouvons régler tous les problèmes, atténuer toutes les souffrances et créer un ordre parfaitement prévisible au moyen d'un autre plan social à l'échelle internationale. C'est impossible.

Toutefois, nous pouvons créer un cadre pour la coopération internationale, fondé sur les meilleurs enseignements que nous avons tirés au sujet des gens, qui servira au mieux nos intérêts économiques et politiques.

Le continent nord-américain doit promouvoir cet effort, s'appuyant encore une fois sur les valeurs et les espérances qui ont amené des millions de personnes à immigrer dans le nouveau monde.

Par idéalisme, nous devons déployer cet effort, en tenant compte toutefois de notre propre intérêt, conscients que le multilatéralisme est la seule façon pour nous d'assurer la sécurité dont nous avons besoin pour régler nos propres problèmes.

À l'heure actuelle, les problèmes économiques préoccupent beaucoup les dirigeants politiques du Canada et des États-Unis, mais aussi des autres pays du Groupe des sept.

Reprise économique

Dans l'immédiat, ce qui compte c'est de donner du travail aux gens, et nous avons sans doute compris que ce n'est pas avec des politiques nationales qui se font la concurrence que nous y arriverons.

Il ne faut pas craindre la concurrence. D'ailleurs, le Canada n'en a pas peur, et la preuve en est qu'il est prêt à étendre au Mexique son accord de libre-échange conclu il n'y a pas si longtemps avec les États-Unis, et ce, malgré les pommes de discorde de taille suscitées par cette entente.

Mais qu'elle soit multilatérale ou bilatérale, la concurrence doit être loyale. Il est temps - parce qu'ils n'en auront peut-être plus jamais l'occasion - que les dirigeants des principales nations commerçantes du monde s'en convainquent.

Le Canada tient absolument à ce que l'assouplissement des obstacles au commerce envisagé dans le cadre des négociations commerciales de l'Uruguay Round se fasse de manière à tenir compte de la vie et des besoins bien réels de notre population, qu'il s'agisse des travailleurs ou des consommateurs.

Nous ne pouvons bâtir notre sécurité économique dans le vide. C'est pourquoi le Canada vise des mesures qui renforceront autant les économies des pays en développement que la sienne, afin que l'Uruguay Round soit avantageux pour ces pays.

C'est aussi pour cette raison que nous incitons les organismes multilatéraux à se consacrer non seulement à des questions touchant les mesures de sécurité politique, mais également à des questions de sécurité environnementale et économique.

C'est par la prise de conscience de l'interdépendance des pays et des problèmes que la sécurité et la prévisibilité seront assurés.

Démocratie et bon gouvernement

Nos chances sont d'autant plus grandes qu'aujourd'hui, le monde se rapproche d'un consensus sur la démocratie. C'est une grande victoire, une victoire qui ne va certes pas sans difficulté comme nous ne cessons de nous le répéter, mais que nous ne saisissons pas encore tout à fait.

C'est en partie une question de promotion d'un système de valeurs communes.

Les économies libérales, fondées sur le principe du marché, ne peuvent aisément se développer et être prospères sans pluralisme politique.

Donner une aide humanitaire ou économique à des sociétés fermées, c'est jeter de l'argent par les fenêtres pour aider des gouvernements qui suivent de fausses priorités axées sur le prestige personnel et la grandeur. C'est pourquoi les droits de la personne et le bon gouvernement sont des critères de plus en plus présents dans notre aide au développement.

La sécurité intervient aussi. Il est moins probable que les véritables démocraties s'attaquent entre elles. Il est aussi moins probable qu'elles consacrent des sommes exagérées aux armements.

Enfin, c'est une question de coopération politique efficace.

La nouvelle efficacité des Nations Unies d'après la Guerre froide a fait couler beaucoup d'encre. Pas seulement parce que l'Union soviétique - aujourd'hui remplacée par la Russie - n'oppose plus son veto à l'intervention collective. Mais aussi parce que l'ONU

a à sa table des représentants de gouvernements élus pour faire les bons choix.

Le bon et le mauvais

Pas des choix qui, comme il y a de cela dix ou vingt ans, convenaient le mieux à leur bloc, à leur idéologie ou à leurs partis pris régionaux; mais des choix qui sont les bons parce qu'ils tiennent de plus en plus à une vision commune de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas.

C'est là que réside toute la force de la décision des Nations Unies de renverser l'invasion du Koweït par l'Iraq.

Le recours à la force qui a en fin de compte été décidé - et que nous avons d'ailleurs tous essayé d'éviter - n'a pas été le geste d'un pays qui voulait jouer au plus fort ou qui voulait protéger certains intérêts. Le Conseil de sécurité l'a autorisé parce qu'il le jugeait hélas nécessaire pour faire primer le concept de la prédominance du bien sur le mal dans les affaires internationales.

Sans cette autorisation, le Canada et bien d'autres partenaires de la coalition n'auraient pas eu l'appui du public pour participer à la force.

L'intervention des Nations Unies en Iraq a été vue d'un oeil tout aussi favorable au Canada qu'aux États-Unis, sauf que les motifs différaient peut-être légèrement. Aux États-Unis, on a vu dans cette intervention la victoire de la technologie de défense américaine, tandis qu'au Canada, on y a vu avec raison la victoire des Nations Unies et celle du bien sur le mal.

Les Nations Unies

le Canada a toujours défendu loyalement les Nations Unies. Aujourd'hui, un regain de vigueur anime l'organisme dans la poursuite de ses objectifs et confirme la justesse de cette loyauté. Nous avons préconisé une restructuration de l'ONU pour faire face aux défis de l'heure.

Nous sommes par conséquent heureux de voir que le Conseil de sécurité, à une réunion au sommet sans précédent il y a à peine un mois, a demandé qu'on lui fasse rapport sur des moyens de renforcer l'efficacité de l'organisation mondiale. Depuis, de vastes plans de maintien de la paix ont été conçus pour deux des points les plus chauds de la planète, soit la Yougoslavie et le Cambodge. Ils coûtent cher, comme certains de vos représentants au Congrès l'ont fait remarquer hier, mais les autres options coûteraient encore plus cher. La guerre n'est pas bon marché.

Dans certains cas aussi, ces opérations peuvent être dangereuses. En acceptant de se rendre en Yougoslavie, nous nous exposons au danger parce que nous ne pouvons pas nous résoudre à assister passivement à toute tuerie et à toute cette destruction - soit dit en passant, nous représentons le plus important contingent de la force de maintien de la paix. Il faut comprendre qu'il y a des parties à ces conflits qui ne veulent pas entendre raison et pour qui les sanctions, pas plus que les encouragements, n'ont aucune signification.

La réalité est qu'il existe des Saddam Hussein, des Khmers Rouges et des bandes de voyous racistes, déchaînés et armés jusqu'aux dents. Je le sais : j'ai vu des gens armés pour le moins nerveux à Haïti tout de suite après le renversement du président Aristide.

Les Nations Unies sont notre plus grand espoir, mais il nous faut y consacrer des efforts et les fonds nécessaires. La tâche serait facilitée si un grand nombre de pays, y compris les États-Unis, versaient leurs contributions.

Les Nations Unies ne sont toutefois pas notre seul moyen d'action. L'OEA, dont fait partie le Canada, a pris fermement position à Haïti et nous ne devons pas perdre de vue notre objectif qui est d'assurer le retour de la démocratie dans ce petit pays si durement touché.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) joue aussi un rôle. Il est possible de prévenir des conflits moyennant l'effort voulu. Les mécanismes de conciliation et d'instauration de la confiance que nous mettons en place à la CSCE peuvent contribuer à aborder les problèmes avant qu'on ouvre le feu.

Certains faits sont encourageants : à mesure que les démocraties se multiplient, le consensus est de plus en plus facile à faire sur les mesures à prendre. Les tyrans ne peuvent plus prétendre pouvoir faire ce qu'ils veulent à l'intérieur de leurs frontières.

Une doctrine d'intervention humanitaire commence à émerger, en grande partie parce qu'un consensus sur les droits de la personne semble pour le moins possible maintenant.

Les Nations Unies et la démocratie

La formule la plus efficace de prévention des conflits est la promotion de la démocratie. Voilà justement ce que font les Nations Unies et d'autres organismes en surveillant et en facilitant la tenue d'élections.

Mais attention : la démocratie, ce n'est pas que les élections. C'est un processus, voire une culture, qui se définit par l'obligation de rendre des comptes, un système judiciaire indépendant, l'absence de censure, la tolérance à l'égard des minorités, le sens du pluralisme.

Ce sont là des apprentissages qui ne sont faciles pour personne. Il faut dès lors venir en aide à ces pays qui sont en train d'imbriquer ces réflexes dans leurs cultures. Nous ne pouvons pas simplement retourner chez nous le lendemain de l'élection.

Nous devons bien sûr réagir fermement aux abus. Mais il faut surtout gagner le coeur des gens avant que les abus ne se produisent.

L'ex-URSS

Pendant de nombreuses années, nous n'avons vu notre sécurité qu'à travers le prisme des intentions et des moyens d'action de l'URSS. Aujourd'hui, la Russie et les autres républiques de la Communauté des États indépendants (CEI) sont des alliées dans nos efforts pour bâtir un monde démocratique.

Ce qui n'a pas changé, c'est que notre propre sécurité dépend encore d'eux, en ce sens que s'ils ne réussissent pas à bâtir leur propre démocratie, notre sécurité en souffrira.

Dans la crise immédiate, la communauté internationale est venue en aide aux républiques, et le secrétaire d'État Baker nous a tous rendu service en convoquant une conférence de coordination à laquelle ont participé des nations qui avaient rarement honoré de leur présence les tables des pays donateurs auparavant.

Par ailleurs, les nouveaux pays continueront d'avoir besoin de nous pendant encore quelque temps. Je leur ai assuré qu'ils pouvaient continuer de compter sur le Canada. Les sommes versées jusqu'à présent par le Canada équivalent à environ 40 % de celles avancées par les États-Unis. En Californie, en septembre dernier, notre Premier ministre a engagé la communauté internationale à faire une place à ces républiques.

Il est plus que jamais nécessaire de le faire. Même si l'hiver n'est pas terminé, la Russie, l'Ukraine et d'autres républiques ont pris de difficiles décisions économiques et leurs peuples ont jusqu'à présent accepté stoïquement leur sort. Pour l'instant, nous les avons aidés à traverser la crise alimentaire. La route sera longue pour eux et ils n'en verront la fin que s'ils ont l'espoir d'en tirer de réels avantages en bout de ligne.

Il faut qu'ils puissent compter sur une aide concrète de notre part - apport de compétences en gestion, coopération à des

projets, appui politique à leurs nouvelles institutions démocratiques.

L'arsenal de l'ex-URSS

Soucieux de la sécurité du monde, les États-Unis ont endossé la responsabilité spéciale de travailler avec les Russes et les autres pays de la CEI pour défaire l'arsenal nucléaire réparti sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. Il n'y a pas d'autres besoins qui soient plus urgents, encore qu'il existe d'autres dangers.

C'est par la coopération internationale que nous contribuerons à employer et à réorienter les savants et les ingénieurs en armes nucléaires et en missiles de l'ex-URSS. Les plans pour ce faire relèvent du domaine public et incombent à l'Allemagne et aux États-Unis.

Ensemble, nous pouvons aider la Russie et les autres républiques de l'ancienne Union soviétique à élaborer des régimes de contrôle des exportations pour que leur technologie et leurs logiciels ne tombent pas entre des mains dangereuses. Mais nous avons aussi besoin de construire un nouveau régime mondial afin de freiner la prolifération de la technologie des armes nucléaires et des missiles.

C'est là le plus grand problème de sécurité auquel le monde a à faire face et notre Premier ministre a invité toutes les nations à l'attaquer de front.

Non-prolifération des armes nucléaires

S'il ne réussit pas à coopérer dans un autre domaine, le monde doit au moins se doter d'un programme pour mettre fin à la prolifération des armes nucléaires. Le Canada préconise à cette fin cinq mesures précises.

Premièrement, l'application du Traité de non-prolifération (TNP), signé en 1968, doit être prolongée indéfiniment après son expiration en 1995.

Ce traité, qui comporte des obligations légales contraignant les États non dotés de l'arme nucléaire à ne pas l'acquérir, est également assorti d'obligations particulières exigeant des États qui la possèdent officiellement - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité - de faire leur possible pour réduire la menace nucléaire.

Deux des pays qui n'avaient pas signé le traité - la France et la Chine - annoncent maintenant qu'ils sont prêts à le faire. Cette décision améliorera le climat politique et encouragera d'autres

pays non signataires, dont le Brésil, l'Argentine, l'Algérie, l'Inde, le Pakistan et Israël à faire de même.

Il ne faut pas oublier, toutefois, que l'Iraq, qui avait signé le traité, a continué malgré tout pendant des années de développer un programme secret d'armes nucléaires.

Le deuxième point consiste donc à mettre un terme à la fraude.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne est un organisme des Nations Unies dont le rôle est de veiller à ce que les signataires du TNP se conforment aux garanties visant à empêcher l'utilisation de matériel nucléaire pour la fabrication d'armes.

Le problème est que seules les centrales nucléaires officielles sont inspectées. Les centrales secrètes demeurent secrètes. Les pays le plus souvent inspectés sont ceux qui méritent le moins de l'être, à savoir le Japon, l'Allemagne et le Canada.

Il nous faudrait créer un système d'inspections par mise en demeure, pour lesquelles on pourrait, au besoin, avoir recours à l'autorité du Conseil de sécurité.

Pour ce faire, l'AIEA devra augmenter le nombre d'inspecteurs, ce qui entraînera un accroissement des dépenses. Mais le Canada est prêt à payer. Car n'oublions pas que le Canada, tout au début de l'après-guerre, avait les moyens fondamentaux de mettre au point des armes nucléaires. Nous avons choisi, alors, de ne pas le faire et nous nous y refusons encore aujourd'hui. Nous prions instamment les autres États d'en faire autant.

Troisièmement, les pays qui peuvent fournir du matériel, de la technologie et des connaissances devraient faire l'objet de contrôles plus rigoureux.

D'une part, les fournisseurs devraient se soumettre aux garanties généralisées de l'AIEA. D'autre part, l'adhésion au TNP devrait, à mon avis, être obligatoire.

Il est également impérieux de renforcer le régime de contrôle de la technologie relative aux missiles.

Quatrièmement, nous devons mettre au point des régimes pour la paix et la sécurité régionales afin de créer une base politique facilitant l'adhésion au TNP des pays qui n'en sont pas signataires.

C'est ce qui se passe actuellement au Brésil et en Argentine.

En Europe, le sommet d'Helsinki qui réunira en juillet les 48 membres de la CSCE - nos deux pays nord-américains, 46 États

européens et ceux qui vont s'y ajouter - renforcera le régime de sécurité en Europe.

Mais il demeure un vrai problème en Asie du sud que votre pays tente de résoudre.

Au Moyen-Orient, la seule garantie de sécurité est de parvenir à un règlement de paix durable. Le processus de paix au Moyen-Orient, entrepris une fois encore par l'intermédiaire des États-Unis, et à l'égard duquel le Canada joue un rôle névralgique pour ce qui est de la question des réfugiés, a permis de franchir une étape dans ce sens.

Quant aux pays récalcitrants comme la Corée du nord, l'Iraq et tout autre État visant à se procurer des armes nucléaires, nous devons les amadouer, exercer des pressions sur eux, les isoler et les faire payer sur le plan économique. Soyez certains que les Nations Unies ne lâcheront pas Saddam Hussein; il peut essayer de gagner du temps mais ses fabriques d'armements seront démantelées.

Cinquièmement, les pays développés doivent prendre conscience du fait qu'ils ne pourront mettre un terme à la prolifération nucléaire sans tenir compte de la volonté politique d'autres nations. Il convient d'élargir la coopération nucléaire à des fins pacifiques en renforçant les conditions de sécurité.

Il importe donc de souscrire aux cinq mesures précitées, et il se peut que d'autres mesures doivent être envisagées.

Cette question - enrayer la menace de prolifération nucléaire - est au coeur de nos préoccupations en matière de sécurité, et la seule solution réside dans la coopération internationale.

Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'armes nucléaires. Les armes chimiques et biologiques doivent également être éliminées.

Et le même sort doit être réservé aux fusils ordinaires. Il y a un peu plus d'un an, au milieu des coups de feu de la guerre du Golfe, le Premier ministre a lancé un appel en faveur d'un renforcement des règles régissant les armes conventionnelles.

Il a souligné que les cinq membres permanents avaient fourni à l'Iraq la plupart des armes qu'il utilisait contre nous. Il a fait pression sur les Nations Unies pour que des mesures rigoureuses soient adoptées. Et je me réjouis d'annoncer qu'une proposition réaliste vient d'être présentée aux Nations Unies dans le but d'accroître la transparence dans les échanges d'armes conventionnelles.

Dans notre monde multilatéral, il reste un autre domaine où la responsabilité internationale est essentielle, à savoir la protection de notre environnement.

Pendant la guerre du Golfe, Saddam Hussein a eu recours à un nouveau mécanisme de destruction, le «terrorisme environnemental», qui, ajouté aux autres actes de destruction inconsidérés, perpétrés au détriment de nos ressources non renouvelables, ne fait que confirmer l'urgence de l'appel à l'action lancé à toutes les nations du monde pour protéger d'un commun accord notre habitat naturel.

Le commerce, la culture et le patrimoine du Canada sont étroitement liés à la nature. Nous sommes fiers de l'excellent exemple de coopération bilatérale qu'ont fourni nos deux pays lors de la signature du Traité sur les pluies acides. Il nous reste à motiver un plus grand nombre de pays à se joindre à des initiatives de ce genre.

Des initiatives telles *Agenda 21* et la Charte de la terre, qui seront abordées aux réunions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro en juin, définiront des buts et des modalités précis pour les pays signataires.

Les réunions de la CNUED symboliseront une étape importante de la mission que nous nous sommes fixée de guérir la planète. Mais l'énergie humaine et les processus qui résulteront de la conférence de Rio devront se poursuivre si nous voulons éviter que notre environnement naturel ne soit victime de dommages permanents et dangereux.

Permettez-moi donc, pour conclure, de lancer un appel à l'Amérique pour qu'elle continue d'ouvrir la voie qui nous permettra d'atteindre nos objectifs communs, notamment dans les six domaines suivants :

- la croissance économique;
- le développement de la démocratie;
- le maintien de la paix;
- le désarmement;
- la crise dans la Communauté des États indépendants; et
- l'environnement.

Nous ne pourrions atteindre nos objectifs dans ces dossiers sans coopération internationale. Nous ne devons pas, pour autant, comme l'a souligné M. Vaclav Havel, chercher des dénominateurs communs ou tenter de tout réduire à une seule équation commune.

Il s'agit plutôt de réhabiliter les actes et l'esprit humains. Ce sont sur ces valeurs que se fonde notre société, celle du

nouveau monde. Nos deux pays, surtout les États-Unis, doivent continuer à se fier à ces réflexes naturels et à orienter leurs efforts vers le reste du monde.